

LIVRESHEBDO.fr

Monsieur,

Vous réagissez à ma dénonciation du mouvement de réduction massive des collections en bibliothèques en niant que le projet d'établissement que vous conduisez à la Bpi participe de cette politique. Elue au Conseil scientifique de la BnF pour la Fédération syndicale unitaire (FSU), je vous prie de croire que j'ai pourtant bien étudié vos projets, leur ressemblance avec ceux mis en œuvre aujourd'hui à la BnF à travers la réforme du Haut-de-jardin pouvant difficilement m'échapper.

A la Bpi, il est prévu de réduire la volumétrie d'imprimés (10% pour les monographies, 50% pour les périodiques) au détriment de la profondeur de collection et de revoir le contenu de 20 % de l'offre documentaire que vous jugez trop « spécialisée », le tout au profit d'une offre centrée sur les « loisirs » et la « documentation pratique » et d'un « réaménagement » des espaces.

A la BnF, derrière un discours officiel mettant en avant le remodelage des espaces, censé favoriser le « nomadisme », la « convivialité » et le « confort », se profile un projet destructeur. Il s'agit de proposer moins de livres, ceux qui restent se devant d'être plus « frais », plus « français », moins « difficiles », au détriment d'ouvrages risquant de manquer à nos usagers. Bref, on sacrifie la diversité, la qualité, l'originalité de l'offre documentaire. Ainsi pour la seule salle J (Sciences humaines), ce sont 21 000 ouvrages sur les 71 000 actuels qui ont vocation à disparaître.

Notre échange doit permettre enfin un débat public sur ces politiques, associant tous les acteurs des bibliothèques, sans concepts abscons ni postures stériles. Au moment où les sources d'informations et de documentation se multiplient, avec la généralisation de l'accès à Internet et l'explosion de la documentation numérique, l'exigence d'une politique documentaire encyclopédique ne relève-t-elle pas d'une nécessité démocratique impérieuse ?

Dans ce débat, deux points font déjà accord. Vous avez raison d'affirmer que le numérique ne signe pas la disparition de l'imprimé et qu'il s'agit désormais de prendre la mesure des pratiques des usagers en favorisant la complémentarité de ces deux supports. De même avez-vous raison d'affirmer que la question des budgets d'acquisitions revêt une importance politique réelle. Je ne doute donc pas que vos efforts se joindront aux nôtres pour défendre le service public de la lecture auquel nous tenons tant.

Bénédicte Hamon

Conservatrice élue du personnel au Conseil scientifique de la BnF

fsu-bnf@bnf.fr

